

DE BUENOS AIRES



N°24 – Juin 2022

Zoom – Vent de panique sur le marché financier argentin

Les 8 et 9 juin, IEASA (« *Integración Energética Argentina Sociedad Anónima* »), une entreprise publique argentine qui est chargée, entre autres, de l'exploitation, de la production et de la distribution du pétrole et du gaz naturel, a vendu certains de ses titres souverains en pesos afin d'obtenir des devises auprès de la Banque centrale pour financer des importations de gaz et répondre ainsi à la demande croissante d'énergie. L'opération, d'une taille relativement dérisoire (10 Mds ARS, soit 82 MUSD au taux de change officiel), a éveillé la méfiance des investisseurs et provoqué une panique sur le marché financier local, suivie d'un dévissage des cours des obligations souveraines libellées en pesos. Les principales victimes de la panique financière ont été les « obligations CER », soit les titres qui s'ajustent à l'inflation et représentent 82% du stock de dette publique en pesos, dont le prix a chuté de 7,1% entre le 7 et le 9 juin. Ces tensions ont eu des répercussions sur les spreads souverains, qui ont bondi de 194 points de base (pdb) entre le 7 et le 13 juin pour s'établir à 2.126 pdb, un record depuis la restructuration de la dette obligataire souveraine en devises en septembre 2020. Les ventes massives de titres souverains ont aussi alimenté la fuite vers le dollar américain, observée via la dépréciation des taux de change dits libres, à l'instar du CLL (pour « *Contado con Liquidación* », un des taux de change sur les marchés financiers) qui s'est déprécié de 13% entre le 7 et le 13 juin. Pour éviter un effondrement du marché obligataire en pesos, la Banque centrale est très largement intervenue sur le marché secondaire en achetant massivement des obligations souveraines – principalement des obligations CER – grâce à l'émission monétaire. Entre le 8 et le 13 juin, elle a injecté 250 Mds ARS (2 Mds USD), ensuite stérilisés via les « *Leliq* », des instruments de court terme à destination des banques, pour calmer le marché des changes. Les résultats ont été positifs, puisque le prix des obligations CER a augmenté de 5,1% entre le 9 et le 13 juin. De plus, l'État a obtenu lors de l'adjudication du 14 juin, au prix d'une hausse des rendements offerts, 21,6 Mds ARS (176 MUSD), pour un besoin initial de 11,3 Mds ARS (92 MUSD). Mais selon certains économistes, l'épisode de stress financier s'inscrirait en réalité dans une défiance croissante des acteurs financiers vis-à-vis de la dette en pesos. En effet, alors que le resserrement de la politique monétaire américaine et des besoins saisonniers de liquidité en pesos défavorisent déjà les titres argentins, plusieurs facteurs tels que l'envolée de l'inflation (72,6% attendus en 2022 par le marché) sèment le doute quant à la capacité des autorités à faire face à l'alourdissement du poids de la dette indexée à l'inflation, faisant donc craindre une possible restructuration, à l'image de celle opérée en août 2019. Il convient de noter que cette défiance, si elle se confirme, pourrait menacer les objectifs du programme FMI, qui accorde une place centrale au développement du marché obligataire en monnaie locale pour pallier le manque d'accès aux marchés internationaux et assurer la fin de l'émission monétaire d'ici 2024. Les prochains mois seront clés pour rassurer les marchés. Un signal fort a été envoyé le 16 juin, via la levée du taux d'intérêt directeur de 300 points de base pour le porter à 52%, tenter de dégager des taux d'intérêt réels positifs, et ainsi se réconcilier avec les investisseurs. Reste à voir s'ils suivront : tous les regards sont désormais tournés vers la prochaine adjudication du 28 juin, lorsque l'État argentin cherchera à refinancer 570 Mds ARS (4,6 Mds USD).

LE CHIFFRE À
RETENIR

2.126

Spread souverain le 13
juin en points de base

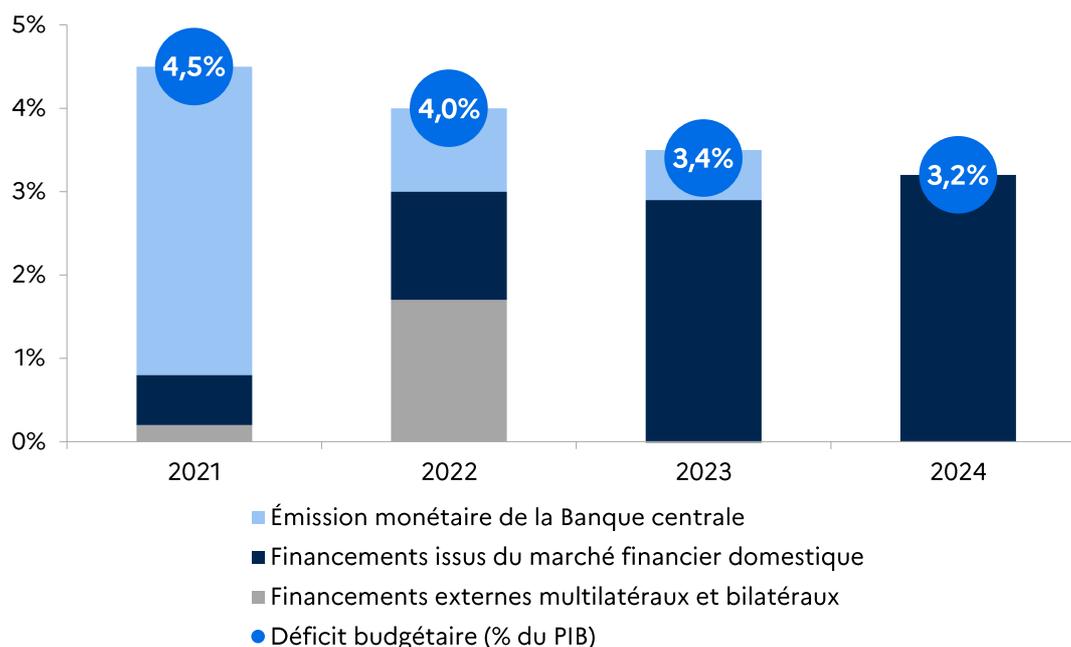
Principaux indicateurs macroéconomiques

	Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels - 2021				
Croissance du PIB réel	10,3%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	50,9%	7,2%	6,8%	8,0%
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,6%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publiques (% du PIB)	79,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	1,3%	-6,6%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieures (% du PIB)	58,3%	76,8%	49,9%	77,1%
Prévisions et projections - 2022				
Croissance du PIB réel - FMI	4,0%	1,5%	0,3%	3,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	3,3%	1,7%	0,2%	4,2%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	72,6%	10,0%	8,2%	8,5%
Pour mémoire				
PIB nominal de 2021 (Mds USD)	488,6	316,9	38,3	59,4
Population (millions)	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Projections des contributions des financements externes et domestiques et de l'émission monétaire au déficit budgétaire



Sources : Article IV 2022 FMI, SER Buenos Aires

ARGENTINE

La province de Terre de Feu exportera-t-elle de l'ammoniac vert en 2050 ?

Le 14 juin, le gouvernement de la province de Terre de Feu, de l'Antarctique et des îles de l'Atlantique Sud a présenté, dans les locaux du Conseil fédéral des investissements (CFI) et en présence du secrétaire aux Affaires stratégiques de la Nation, Gustavo Béliz, son plan provincial sur le développement de l'hydrogène à horizon 2050.

Ce plan, intitulé « *Nace una nueva economía regional* » (soit « La naissance d'une nouvelle économie régionale »), vise à accélérer le développement économique de la province et à diversifier sa matrice productive, tout en assurant un développement durable, selon les termes du secrétaire aux Hydrocarbures de la province, Alejandro Aguirre.

Il s'agissait plus particulièrement de montrer que la province disposait des ressources nécessaires pour développer une production massive d'hydrogène, tant naturelles et techniques qu'humaines, et ainsi d'attirer des investisseurs du monde entier et de tous les secteurs afin de réunir les 30 Mds USD nécessaires à la réalisation de ce plan.

Fractal ARG, société chargée de l'étude de potentiel, estime que la production ainsi que l'exportation depuis la province de Terre de Feu d'hydrogène vert (par électrolyse) sont réalisables et soutenables économiquement. Fractal a développé un modèle technico-économique pour les projets d'exportation à grande échelle et a également travaillé sur le cadre réglementaire qui est nécessaire à leur réalisation.

Cette étude a conduit à l'élaboration d'une feuille de route provinciale qui prend en compte le coût considérable de ce type de projets et la nécessité d'investir sur le long terme et à grande échelle pour gagner en compétitivité. Selon les estimations faites par Fractal ARG, la région aurait la capacité de produire entre 6 et 10 GW d'énergie.

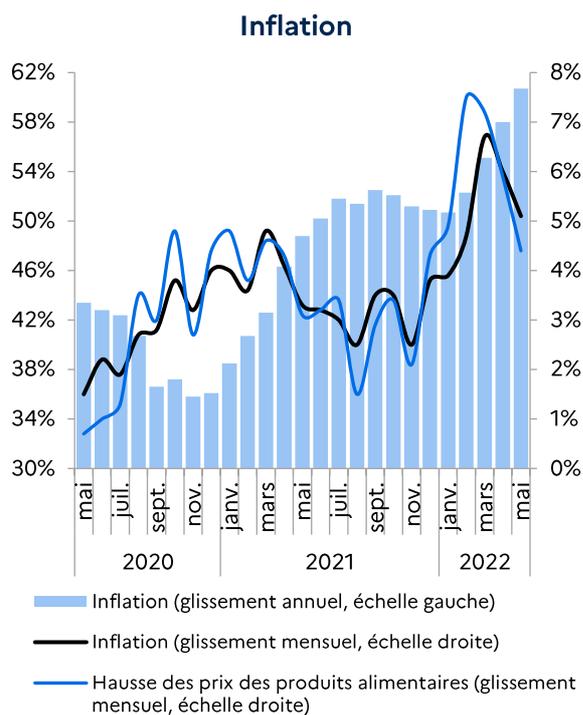
L'analyse de rentabilité se base sur un projet de production d'ammoniac vert qui est alimenté par un parc éolien. Les différents intervenants ont ainsi rappelé que la grande incertitude reposait sur le coût du capital en Argentine, très dépendant de la situation macroéconomique du pays et qui peut faire varier le prix du MWh du simple au double. Les acteurs du secteur sollicitent donc un cadre réglementaire spécifique qui permettrait de protéger un tel projet des fluctuations macroéconomiques du pays.

Le gouverneur de la province de Terre de Feu a reconnu que sans une loi de promotion de l'hydrogène offrant des conditions fiscales favorables ainsi que des mesures permettant de réduire et protéger le coût du capital sur ces projets, il serait difficile d'obtenir des financements externes, propos pour lesquels il a reçu l'assentiment de Gustavo Béliz.

Les indicateurs économiques et sociaux : état des lieux et perspectives

En mai, l'inflation mensuelle a été proche des anticipations du marché et a attesté d'un nouveau record en glissement annuel. Selon les dernières données publiées par l'INDEC, l'Argentine a ainsi enregistré une inflation mensuelle de 5,1% en mai (versus 5,0% selon les anticipations du marché). Les tensions sur les prix marquent un léger répit par rapport à mars (+6,7%) et avril (+6,0%). En rythme

annuel, l'inflation s'est établie à 60,7%, soit la plus forte hausse depuis 1992. Pour la fin de l'année, les agents économiques anticipent une inflation de 72,6%, soit une révision à la hausse des anticipations de 7,5 points de pourcentage (pp) par rapport aux prévisions publiées en avril. Deux éléments doivent être précisés. D'une part, les prévisions d'inflation sont strictement équivalentes à celles qui ont été estimées par l'OCDE le 8 juin dernier. D'autre part, les anticipations d'inflation sous-jacente (72,8% en décembre 2022) vont dans le sens d'une tendance de fond en ce qui concerne la hausse générale des prix.



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

De la même manière, les prix de gros tout comme les coûts de la production sont aussi orientés à la hausse. L'indice des prix de gros a augmenté de 5,2% en rythme mensuel au mois de mai, ce qui implique une hausse de 54,8% en glissement annuel. Cette variation résulte essentiellement de la hausse du prix de la production d'énergie, qui a augmenté

de 29,8% en rythme mensuel. On constate aussi une hausse du prix de la production des produits manufacturés de 5,3% en rythme mensuel. De surcroît, cette hausse peut être mise en perspective pour la période donnée avec l'augmentation de l'indice du coût de la construction, de 6,2% en rythme mensuel, laquelle s'explique principalement par une hausse du prix des matériaux.

Par conséquent, les prévisions de croissance ont été légèrement revues à la baisse. Pour les 1^{er} et 2^{ème} trimestres de 2022, le marché s'attend à une croissance de respectivement 0,9% (-0,3 pp) suivie par une contraction de 0,9% (-0,1 pp). Le repli du PIB se poursuivrait au 3^{ème} trimestre (-0,4% ; +0,1 pp). En rythme annuel, la croissance s'établirait à seulement 3,3%, soit une baisse de 0,2 pp par rapport à la dernière enquête. Ces prévisions sont plus prudentes que celles de l'OCDE (+3,6%), de la Banque mondiale (+4,5%) ou bien du FMI (+4,0%).

Cette révision des prévisions de croissance reflète la volatilité des indicateurs d'activité au cours du 1^{er} trimestre de 2022. Si pour avril, les indices de production industrielle manufacturière et de la construction ont progressé de, respectivement, 5,0% et 5,4% sur un mois, il n'en reste pas moins que durant le 1^{er} trimestre, leur variation est demeurée particulièrement volatile. S'agissant du taux d'utilisation de la capacité industrielle, il a atteint 67,5% en avril, en légère progression (+0,4 pp sur un mois).

En revanche, les anticipations restent assez bien orientées sur le commerce extérieur. En juin, le marché table sur 7,9 Mds USD pour les exportations (versus 8,2 Mds USD en mai) et 6,7 Mds USD pour les importations (versus 6,5 Mds USD en mai). Pour 2022, la balance commerciale serait excédentaire (à 11,4 Mds

USD) grâce à des exportations (86,4 Mds USD) qui seraient très largement supérieures aux importations (75,0 Mds USD).

De même, les prévisions concernant le taux de chômage (7,6% ; -0,1 p.p) sont stables par rapport à la dernière enquête. Cette stabilité s'inscrit dans le sillage des anticipations en matière d'embauche, notamment dans les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction.

CHILI

Les pressions sur le compte courant se sont légèrement réduites au 1^{er} trimestre de 2022

Au 1^{er} trimestre de 2022, le compte courant a enregistré un déficit de 5,6 Mds USD (7,0% du PIB trimestriel), en baisse par rapport au trimestre précédent (7,6 Mds USD) ainsi qu'au 3^{ème} trimestre de 2021 (6,9 Mds USD). Cette réduction du déficit courant témoigne ainsi d'un relâchement de la pression sur le compte courant, qui avait enregistré en 2021 un déficit record de 6,6% du PIB (le plus élevé depuis 1985) sous l'effet de l'explosion de la consommation privée qui avait dynamisé les importations.

Ce relatif bon résultat s'explique donc par l'amélioration de l'excédent de la balance commerciale des biens (2,1 Mds USD au 1^{er} trimestre de 2022 contre près de 785 MUSD au trimestre précédent). Les exportations (25,2 Mds USD ; +13,9% sur un an) ont ainsi bénéficié de la hausse des cours mondiaux de matières premières, répercutées sur les résultats des exportations de l'industrie (8,1 Mds USD ; +28,8%), et principalement des produits chimiques et alimentaires, mais

aussi des exportations minières (14,0 Mds USD ; +6,5%), dont les exportations de cuivre et de carbonate de lithium.

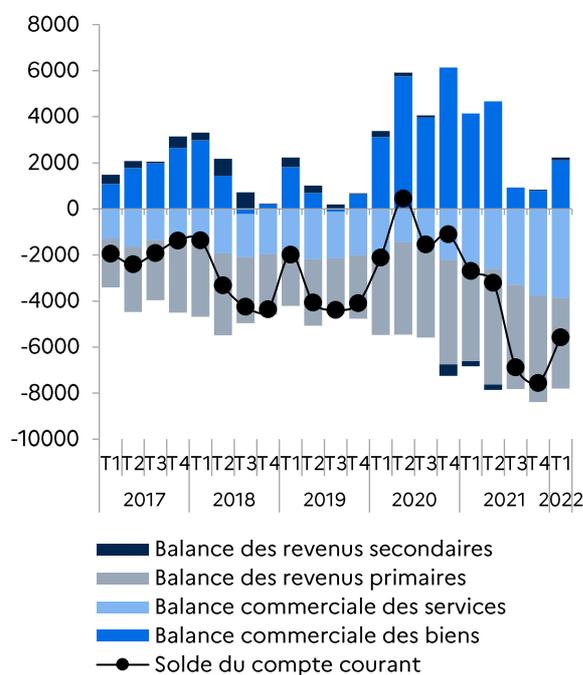
De leur côté, les importations sont restées dynamiques (23,1 Mds USD ; +32,9% sur un an), bénéficiant à la fois d'un effet volume et d'un effet prix. Ces effets ont soutenu la demande de biens intermédiaires (13,4 Mds USD ; +40,0%), principalement de biens énergétiques, mais également de biens de consommation (7,8 Mds USD ; +33,7%) qui ont pu tirer profit du maintien d'un niveau élevé de consommation privée au cours du 1^{er} trimestre de l'année.

La réduction du déficit du compte courant s'explique aussi, dans une moindre mesure, par la baisse du déficit de la balance des revenus primaires (3,9 Mds USD au 1^{er} trimestre de 2022 contre 4,6 Mds USD au trimestre précédent), qui s'explique surtout par les rapatriements des revenus liés aux investissements directs étrangers (IDE) au Chili, notamment dans le secteur minier. De même, l'excédent de la balance des revenus secondaires s'est amélioré (125 MUSD contre 50 MUSD). L'ensemble de ces mouvements ont pu contrebalancer la légère dégradation du déficit commercial des services (3,9 Mds USD contre 3,8 Mds USD), impacté entre autres par la hausse des coûts de transport au niveau mondial.

Par ailleurs, le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux pour 3,9 Mds USD (après 6,9 Mds USD au 4^{ème} trimestre de 2021), grâce notamment à des émissions d'obligations souveraines et du secteur privé sur les marchés internationaux. La position extérieure nette débitrice s'est détériorée de 15,5 Mds USD (5,5% du PIB) au 4^{ème} trimestre de 2021 à 35,4 Mds USD (11,2% du PIB) au 1^{er} trimestre de 2022, du fait de la hausse du

stock d'endettement, qui a augmenté de 4,5 Mds USD sur le trimestre pour s'établir à 243,5 Mds USD (76,8% du PIB), ainsi que de la baisse généralisée du rendement des actifs sur les marchés financiers internationaux.

Évolution du compte courant et de ses composantes (MUSD)



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

Le gouvernement renfloue une 2^{ème} fois le mécanisme chargé de limiter la hausse des prix des carburants

Face à la forte hausse des cours mondiaux des carburants, le Sénat chilien a approuvé à l'unanimité le projet de loi renforçant, à hauteur de 3 Mds USD, le mécanisme de stabilisation des prix des carburants (Mepco pour son sigle en espagnol), qui va continuer à être sollicité dans les prochains mois dans le contexte du conflit russo-ukrainien.

Pour rappel, le mécanisme de stabilisation des prix du carburant (Mepco), outil créé en

2014, est utilisé par le ministère des Finances afin de compenser les hausses de prix du carburant. Le Mepco vise, lorsque le prix du carburant augmente, à limiter la hausse qui est répercutée sur les prix au consommateur final, en s'attachant à réduire la valeur de la taxe spécifique sur les carburants.

Ce mécanisme a déjà été renfloué en mars dernier, portant la marge de 750 MUSD à 1,5 Md USD. Cette initiative avait été lancée par le ministre des Finances, Mario Marcel, en mars dernier lors de la prise de fonction du nouveau gouvernement car avec les valeurs récentes du carburant, le plafond légal de la subvention avait été atteint.

Les fonds alloués ne cessent d'ailleurs d'être mis sous pression, pâtissant d'une part de la hausse des cours mondiaux et d'autre part, de la dépréciation du peso (6,3% depuis la fin du mois de mars), alors que le Chili est un importateur net de carburant.

Le fonds devait donc nécessairement être recapitalisé pour limiter la hausse des prix à la pompe. Les autorités budgétaires estiment que sans ce rehaussement à hauteur de 3 Mds USD, le litre d'essence et de diesel aurait pu affiché une hausse de 400 pesos (0,46 USD) en une semaine. Le diesel affiche déjà une hausse cumulative de 38% depuis le début du conflit russo-ukrainien. Par ailleurs, les essences à indice 93 et 97 enregistrent une hausse cumulée de 47% et 51%.

PARAGUAY

Les services du FMI recommandent de mieux cibler les programmes sociaux afin d'accroître leur efficacité

Dans le cadre de la revue de l'économie paraguayenne au titre de l'Article IV, les services du FMI ont évalué l'effectivité des programmes sociaux mis en place durant la pandémie pour protéger les ménages face à la dégradation de la situation économique et sociale. Si la contraction du PIB paraguayen a été relativement limitée malgré l'ampleur du choc sanitaire (-0,8% sur un an en 2020), l'adoption de mesures visant à restreindre la mobilité a très fortement affecté les services (tourisme, commerce), ce qui a contribué à la hausse du chômage et de la pauvreté (26,9% en moyenne au niveau national en 2020, dont 34,0% en zone rurale).

À noter que la détérioration des conditions sociales a été particulièrement marquée chez les femmes, pesant ainsi sur l'inégalité de genre. En revanche, les inégalités sociales ont continué à se réduire du fait de l'impact transversal de la pandémie sur l'ensemble des catégories sociales. Par conséquent, le coefficient de Gini est passé d'un pic à 0,51 en 2014 à 0,43 en 2021.

Dans ce contexte, les services estiment que les transferts monétaires, rapidement mis en œuvre, ont permis de réduire le coût social de la pandémie. À ce titre, le programme Pytyvõ, déployé dès la mi-2020, s'est traduit par le versement de l'équivalent de 80 USD (548.000 PYG) aux travailleurs du secteur informel. Les services ont toutefois constaté que ces aides ont été versées sans distinction du niveau de revenus, bénéficiant aussi à des

ménages aisés. Ce biais a réduit la capacité du programme Pytyvõ à soutenir davantage les ménages en situation de vulnérabilité. Au total, les services estiment que les aides versées dans le cadre de la première version de Pytyvõ (195 MUSD) ont bénéficié à 18% de la population.

De manière générale, le Fonds souligne le caractère très protecteur des programmes sociaux Pytyvõ (à destination des travailleurs informels), Tekoporã (pour les enfants, les femmes enceintes, mais aussi les personnes handicapées et communautés autochtones) et Adulto Mayor (personnes âgées). Sans ces filets sociaux, les services expliquent que le taux de pauvreté, au niveau national, aurait atteint 30,1%, soit un niveau supérieur de 3,2 points de pourcentage à celui constaté en 2020. L'extrême pauvreté aurait également bondi (+64% sur un an) pour s'établir à 6,4% (+2,5 points de pourcentage).

Les services considèrent toutefois qu'une meilleure conception du programme Pytyvõ aurait permis de protéger plus efficacement les ménages plus vulnérables. En effet, en élargissant la couverture des bénéficiaires les plus fragiles, les indicateurs d'inégalité et de pauvreté se seraient réduits. Dès lors, sur la base du retour d'expérience, ils encouragent les autorités paraguayennes à mieux cibler les individus bénéficiant des aides sociales, en prenant notamment mieux en compte leurs revenus. À cette fin, les services invitent le gouvernement à moderniser la gestion des données afin d'avoir un ciblage plus fin des bénéficiaires. Les services recommandent également de mieux prendre en compte la vulnérabilité des ménages aux divers chocs climatiques ainsi qu'aux retournements de la conjoncture internationale.

URUGUAY

Offensive de l'Uruguay avec le Brésil pour la flexibilisation du Mercosur

Le 9 juin, dans le cadre du IX^{ème} Sommet des Amériques qui avait lieu à Los Angeles du 6 au 10 juin, le ministre des Affaires étrangères, Francisco Bustillo, ainsi que son homologue brésilien, Carlos França, ont tous deux signé un document s'accordant sur le fait que le Tarif extérieur commun (TEC) du Mercosur ne correspondait pas aux besoins de l'union douanière et qu'une baisse de ce dernier permettrait d'augmenter la compétitivité ainsi que la productivité des économies des pays membres. Ils ont également appelé à une modernisation et une flexibilisation du Mercosur qui doit permettre de s'adapter aux « spécificités » et « intérêts » de chaque pays, dans un contexte où l'Uruguay essaie de négocier des traités de libre-échange avec la Chine et la Turquie et où le Brésil souhaite accroître son commerce extérieur.

Dans cette optique, l'Uruguay a appuyé une proposition de « réduction horizontale » des droits de douanes de 20% faite par le Brésil (qui ne peut être approuvée qu'à l'unanimité des pays membres du Mercosur). L'Uruguay avait refusé son soutien à une baisse du TEC de 10% fin 2021, conditionnant son accord à une autorisation de pouvoir négocier des traités bilatéraux avec des pays tiers, ce qu'il n'avait donc pas obtenu. Le Brésil avait alors, avec l'assentiment de l'Argentine et du Paraguay, diminué de façon unilatérale de 10%, à titre transitoire, le TEC sur les produits entrant sur son territoire.

En parallèle, l'Uruguay et le Brésil ont signé un accord supprimant les droits de douane à

l'entrée dans le marché brésilien pour les productions uruguayennes qui proviennent des zones franches, et ce pour une durée indéterminée. Cette mesure est ainsi inédite puisque depuis 1994, la production de ces zones n'avait pas de statut dérogatoire pour pénétrer le marché brésilien avec des droits préférentiels. Sur les quelques 6.195 produits concernés par cet accord, on trouve entre autres les boissons, les médicaments, la cellulose (un fort enjeu lié au mégaprojet papetier) et les sous-produits chimiques, et peut-être bientôt le cannabis thérapeutique. De plus, l'Uruguay pourra aussi importer de l'herbe de maté y compris lorsque les limites maximales de cadmium seront atteintes, contournant ainsi une norme sanitaire du Mercosur. Ce dernier point était loin d'être anecdotique pour Brasilia, puisque son voisin uruguayen représente près de 60% de ses exportations de maté (58 MUSD en 2021).

Le gouvernement uruguayen s'est félicité de cet accord qu'il considère « avoir une valeur équivalente à un accord de libre-échange avec le Brésil ». Il espère aussi que ce dernier pourra attirer des investisseurs séduits par la combinaison du régime très avantageux des zones franches uruguayennes et de l'accès à l'immense marché brésilien.

Microsoft choisit l'Uruguay pour héberger son premier laboratoire en intelligence artificielle d'Amérique latine

Le 9 juin, la firme multinationale américaine Microsoft a annoncé qu'elle allait construire à Montevideo, capitale de l'Uruguay, un tout nouveau laboratoire d'innovation consacré à l'intelligence artificielle (IA) et l'Internet des objets (*Internet of Things*, de son sigle IoT en anglais).



L'entreprise, représentée par son président en Amérique latine Rodrigo Kede Lima, et les autorités uruguayennes, représentées par le ministre de l'Industrie, Omar Paganini, en présentiel, et le président Luis Lacalle Pou, virtuellement, ont conclu cet accord dans le cadre du IX^{ème} Sommet des Amériques qui avait lieu à Los Angeles du 6 au 10 juin.

Le « *AI and IoT Insider Lab* » sera le 1^{er} du type dans la région et le 3^{ème} seulement hors des États-Unis, après Shanghai et Munich. Il sera monté en partenariat avec le Laboratoire technologique de l'Uruguay (LATU).

L'objectif du laboratoire sera de développer des solutions pour répondre aux nombreux défis auxquels font face les entreprises aujourd'hui et auxquels elles feront face demain via l'utilisation des technologies de l'intelligence artificielle et de l'Internet des objets. Il permettra de montrer rapidement comment ces technologies peuvent être utiles afin de visualiser, transformer, innover et résoudre les défis de transformation que rencontrent les entreprises.

Le gouvernement uruguayen a ainsi déclaré que ces technologies « joueront un rôle clé en aidant à résoudre certains des plus grands défis mondiaux, de l'agriculture aux soins de santé, en passant par l'environnement et l'éducation ».

Le ministre Omar Paganini a expliqué que l'accord s'inscrivait dans le cadre d'un plan visant à faire du pays un hub de l'innovation en développant un réseau de laboratoires et de plateformes permettant de développer le potentiel des nouvelles technologies de rupture telles que l'IA, la robotique avancée et la réalité virtuelle.

Grâce à cette stratégie, à sa grande stabilité macroéconomique et à la confiance qu'il a su générer à l'échelle internationale, le pays se positionne de façon privilégiée vis-à-vis des géants de la tech, ce qui explique que d'autres GAFAM s'y intéressent. Ainsi Google vient-il d'acheter un espace de 30 hectares dans le Parc des Sciences de Canelones, au Nord de Montevideo, afin d'y construire un *data center* régional pour un investissement total qui s'élèverait à 100 MUSD. De même, des discussions sont en cours entre le gouvernement et Amazon au sujet d'un plan d'investissement à long terme.



La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service économique régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
@Tresor_ConoSud